

DECLARATION FNEC FP-FO
FORMATION SPECIALISEE SANTE, SECURITE &
CONDITIONS DE TRAVAIL
DU CSA ACADEMIQUE
27 novembre 2025
Académie de Bordeaux



Monsieur le Président de la F3SCT de l'Académie de Bordeaux,
Mesdames et Messieurs les membres de la Formation Spécialisée Santé,
Sécurité et Conditions de travail du CSA Académique,

Alors qu'on s'apprête à étudier les réponses au questionnaire sur la Qualité de Vie et des Conditions de Travail des personnels de l'Education nationale, attardons nous un peu sur le contexte dans lequel ces personnels ont été invités à y répondre...

Tout d'abord, le contexte budgétaire de notre pays qui veut combler son déficit en détruisant les services publics tout en favorisant les actionnaires et la marche à la guerre. Sur ce dernier point d'ailleurs, FO s'insurge contre la multiplication des « classes défense », pour embigader la jeunesse, la conditionner à la défense de la patrie, et ce dès l'école élémentaire : c'est ainsi, par exemple, que deux « classes défense » viennent de voir le jour dans une école élémentaire de Gironde, avec des enfants de 8 ans. Pour en revenir au contexte budgétaire, dont l'austérité se mesure aux milliards donnés sans contrepartie aux actionnaires ou bien mis au service de cette politique guerrière, avec la perte de leur pouvoir d'achat, les difficultés financières des personnels de l'Education nationale sont accrues en raison des dysfonctionnements de cette dernière. Les arrêts de travail qui en découlent leur coûtent aussi de l'argent : ils sont dorénavant rémunérés 10% de moins les 3 premiers mois de leur congé maladie, sans compter les difficultés rencontrées avec les services administratifs, eux-mêmes en sous-effectifs et qui occasionnent des retards, voire des erreurs administratives et de paiement, aux conséquences très lourdes pour certains. Et comme si cela ne suffisait pas, une mutuelle obligatoire leur est maintenant imposée, la PSC, accord que seule Force Ouvrière n'a pas signé à l'Education nationale, et qui reviendra plus chère pour de nombreux collègues, notamment les plus précaires.

FO demande inlassablement :

- L'annulation de ce budget d'austérité avec un refléchage des budgets vers les services publics, et non vers les grands patrons, les actionnaires ou la guerre;**
- L'abrogation de la loi sur les retraites portant l'âge légal à 64 ans ;**
- L'augmentation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice et l'ouverture de négociations pour rattraper les 31,5% de pouvoir achat perdu depuis 2000 !**

-Le retour à la rémunération à plein traitement du congé maladie et la suppression du jour de carence ;

-Le libre choix de sa complémentaire santé.

En outre, s'il fallait à nouveau détailler les dysfonctionnements en question : l'inclusion scolaire systématique qui fait des ravages et laisse les enseignants démunis, avec environ 42 000 élèves notifiés, sans AESH (sur les 352 100 qui y ont droit, soit presque 12%), les suppressions de postes, le manque de personnels et notamment de personnels remplaçants rendent les conditions d'exercice insupportables...

FO revendique toujours :

- La création des postes nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux, l'abandon des PAS ;**
- Un vrai statut et un vrai salaire pour les AESH ;**
- La création des postes nécessaires dans les écoles, les établissements et les services.**

Pour ce qui est de la sérénité au sein des segpa, là encore, on repassera. La suppression d'un tiers des heures d'atelier pour les élèves de 4ème et 3ème SEGPA, voulue par la Rectrice précédente, a mis nos collègues PLP en grande difficulté. En effet, alors en sous-service, il leur est demandé d'enseigner une autre discipline pour laquelle ils n'ont pas été formés ou d'aller compléter leur service dans un autre établissement. **FO demande à ce que la dotation horaire des SEGPA de l'Académie de Bordeaux soit identique à celle allouée à toutes les SEGPA de France.**

Ajoutons à cela la vaste blague des « assises de la santé scolaire »... Même s'il n'y a pas encore eu de réforme sur la santé scolaire suite à ces assises, sur le terrain nous n'observons aucun recul sur les mesures décidées par notre précédent ministre de l'Education nationale. Bien au contraire, cette réforme est bien en marche dans les départements, avec : le recrutement des PsyEN conseillers techniques en santé mentale, certaines réunions des pôles de “santé, bien être et protection de l'enfance”, le recrutement des référents santé mentale sans possibilité de nommer ni les ASS, ni les médecins, ni les infirmiers, ni les PsyEN, parfois seulement des enseignants ! Des PAP sans avis de médecins de l'Education Nationale sont également mis en place alors que la circulaire du 22 janvier 2015 indique que cet avis est nécessaire. Par ailleurs, il revient aux établissements d'élaborer des protocoles de santé mentale, et enfin dans le 1er degré, des directeurs et directrices d'école sont nommés référents santé mentale pour tout ou partie d'une circonscription.

Pour la FNEC FP FO, la mise en œuvre de mesures départementales avec des décisions locales confirme la menace sur l'indépendance des professionnels et le cadre national de nos missions et statuts. **Dans son courrier adressé en ce sens à notre ministre, le 14 novembre, la FNEC FP FO réaffirme :**

- son opposition à la création de la fonction de PsyEN Conseiller Technique en santé mentale ;**
- son refus du regroupement des quatre corps de la fonction des INFENES, ASS, PsyEN et médecins sous l'autorité du DASEN ;**
- son refus de l' « officialisation » des glissements de missions pour compenser la pénurie de personnel.**
- le recrutement de personnels sous statut national, PsyEN, infirmiers, AS, médecin scolaire**

Pour continuer sur le contexte joyeux et bienveillant pour les personnels : la formation des enseignants. Avec la nouvelle réforme des concours d'enseignement, il est prévu pas moins de trois filières en licence et deux concours en parallèle, avec des INSPE qui ont dû « bidouiller » pour s'adapter aux nouveaux concours tout en reformatant les masters MEEF, avec des budgets universitaires déjà exsangues. Sachant que les nombreuses « mutualisations » entre parcours amputent et les horaires des préparations aux concours et les formations dispensées post-concours. FO s'inquiète par ailleurs du nombre de postes perdus : les concours en L3 nécessitent de débloquer des postes en plus de ceux prévus pour les concours au niveau master 2. Ces 7147 postes destinés à accompagner la réforme des concours, ce sont autant d'enseignants en moins dans les classes des premier et second degré dès maintenant. Par ailleurs, les étudiants de Master ou de L3 qui échoueront au concours L3 seront très probablement poussés vers la sortie, faute de budget pour leur permettre de poursuivre leur formation, et seront embauchés par l'Education nationale en tant que contractuels sous-payés...

Face à cette catastrophe organisée, la FNEC FP-FO exige :

-les dotations budgétaires supplémentaires nécessaires pour que personne ne soit laissé au bord du chemin, que partout en 2026-27 les étudiants de M1 aient la possibilité de passer les concours en M2 en 2027, les étudiants de L3 non lauréats de poursuivre en master ;

-le retour à des épreuves disciplinaires pour les concours, avec en amont des licences disciplinaires ;

-Aucune inégalité devant le concours, les mêmes épreuves pour toutes et tous ;

-l'abandon de la « masterisation », concours au niveau licence avec une formation rémunérée à plein temps sous statut, éventuellement reconnue comme valant grade de master.

Pour finir, c'est dans ce contexte de destruction des services publics, de l'avalanche des suppressions de postes, du manque cruel de places dans les établissements sociaux et médico-sociaux, du manque de milliers de postes d'AESH, du « choc des savoirs », des évaluations d'établissement ... bref, autant de mesures qui remettent en cause le statut des personnels et le fonctionnement de l'Ecole publique, qu'a été lancée, au printemps, l'organisation de la Convention citoyenne sur les temps de l'enfant. Sous couvert d'amélioration des temps de l'enfant, le rapport de la Convention, publié ce dimanche 23 novembre, propose d'aller encore plus loin dans la remise en cause de l'Ecole publique laïque et républicaine en accélérant tous les processus de territorialisation déjà en place, que ce soit dans le premier degré ou le second degré, avec :

-l'élaboration de Projets éducatifs de territoire nouvelle génération sur l'ensemble du territoire national;

-Passer la semaine à 5 jours;

-Établir un socle commun d'apprentissages obligatoires avec apprentissages théoriques le matin, et apprentissages pratiques / projets interdisciplinaires l'après-midi;

-Rendre obligatoire l'organisation, par les établissements scolaires, d'au moins un séjour/voyage par an;

-Ouvrir les établissements scolaires pour proposer de nouvelles activités.

Pour la FNEC FP FO, l'Ecole doit rester l'Ecole, la même partout avec des apprentissages dispensés par des enseignants fonctionnaires d'Etat, protégés de toutes les pressions locales par leur statut ! Notre fédération n'accepte pas l'immixtion toujours plus importante des associations ou des collectivités locales dans le fonctionnement de l'Ecole publique laïque et républicaine ! Avec l'immense majorité des personnels, elle revendique un rythme scolaire national unique dans les écoles : la semaine de 4 jours sur 36 semaines. FO exige ainsi du gouvernement qu'il ne retienne pas les propositions du rapport issu de cette Convention à laquelle elle a refusé de participer pour ne pas lui donner la moindre caution. Pour notre organisation syndicale, l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves passe par la satisfaction des revendications des personnels.

A présent, au regard de ce que vivent les personnels au quotidien, passons à l'observation et à l'analyse de leur ressenti en terme de conditions de travail et surtout aux propositions, très attendues, d'amélioration de ces dernières...

Nous vous remercions pour votre écoute.

Pour la FNEC FP-FO

Cindy Garcia, Christophe Grimaux, Reynald Diranzo, Eric Mouchet.